



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 19 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 13 septembre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. INOCENCIO à Mme MERCHADOU, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. VERDIER, M. GEDON

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

2 – STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BLAYE - MODIFICATIONS - COMPETENCES OPTIONNELLES ET COMPETENCE OBLIGATOIRE -

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibérations du 25 octobre 2016 et 9 mai 2017, le conseil municipal a approuvé la modification des statuts de la Communauté de Communes de Blaye (CCB).

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe » et notamment ses articles 64, 68, et 81 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2224-7, L2224-8, ainsi que les articles L5211-4-1, L5211-5, L5211-17 et L5214-6 ;

Vu l'article L211-7 du Code de l'Environnement,

Considérant l'obligation d'exercer la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » à compter du 1^{er} janvier 2018,

Considérant l'intérêt et le souhait de la CCB d'exercer la compétence en matière d'assainissement et d'eau potable dans le cadre d'une gestion collective concertée ;

Considérant que la CCB a notifié aux communes sa délibération du 05 juillet 2017 portant sur la modification des statuts dans le cadre de compétences optionnelles et obligatoire ;

Conformément à l'article L 5211-20 du CGCT, lorsque l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur la modification statutaire et la notifie au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. Au-delà sa décision est réputée favorable.

Elle est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

Il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver le transfert à compter du 1^{er} janvier 2018 de la compétence optionnelle « Eau » comprenant l'eau potable dans son intégralité (production, transfert et distribution), au profit de la CCB ;
- d'approuver le transfert à compter du 1^{er} janvier 2018 de la compétence optionnelle « Assainissement » comprenant la gestion dans son intégralité de l'assainissement collectif et non collectif au profit de la CCB ;
Cette nouvelle compétence se substituera à la compétence « Assainissement non collectif : contrôle, réhabilitation, entretien », qui figure actuellement dans les statuts de la communauté en tant que compétence facultative ;
- d'approuver à compter du 1^{er} janvier 2018, la prise de la compétence obligatoire « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » ;
- d'approuver la modification des statuts qui en découle selon le document annexé à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette délibération.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 22/09/17
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20170919-53097-DE-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur Francis RIMARK

A red circular stamp with the text "MAIRIE DE BORDEAUX" around the perimeter and "20170919" at the bottom. A black ink signature is written across the stamp.